

À propos de la grève des prof et des propos de MACRON

Après la grève des correcteurs du bac : "le plus beau métier du monde" affirme monsieur MACRON

En politique, l'absence de précipitation est essentielle. En ne voulant pas perdre la face, monsieur BLANQUER a cédé à la panique. Pour nier la réalité de l'ampleur du mouvement de grève, le ministre de l'Éducation Nationale a instauré une situation d'incroyable inégalité de traitement entre les candidats. Le choix de proclamer des résultats provisoires au lieu d'accepter de discuter montre tout le mépris que les individus au pouvoir ressentent envers la société française et « ceux qui prennent les élèves et leurs familles en otage dans un moment plein d'angoisse » selon les paroles de monsieur MACRON hier. Le président ajoutait qu'enseignant est le plus beau métier du monde et qu'il allait le revaloriser en terme de salaire. Pour ceux qui n'ont pas compris après une année entière de grèves, de manifestations et de mobilisation des syndicats et des fédérations de parents d'élèves, que nos salaires n'étaient en rien le motif unique de notre colère, je résume rapidement les revendications des grévistes (et de ceux qui n'ont pas osé faire grève), ainsi que de bon nombre de fédérations de parents : des classes moins chargées (plutôt 25 que 35), des recrutements d'enseignants (au lieu des moins 20% en 2018 et moins 9% en 2019), des enseignants bien formés et bien payés (pas de recrutement de contractuels rendus pourtant nécessaires par la politique de baisse de recrutements depuis deux ans), la suppression de « l'école de la confiance » et du devoir de réserve qui bride la liberté d'expression des professeurs, le refus du nouveau statut des fonctionnaires, la suppression de la réforme dite BLANQUER.

Cette réforme mettrait en place un bac en contrôle continu qui instaurerait un diplôme qui n'aura pas la même valeur selon le lycée des candidats. Cela accentuerait encore la ségrégation scolaire entre de « bons » établissements et les autres. Tous les lycées n'auront pas les moyens d'offrir toutes les options. En plus de cette réduction des choix : deux spécialités en terminale contre trois en première et à l'heure actuelle (comment choisir entre maths, SVT et physique/chimie par exemple ?), il y aurait aussi une réduction d'heures notamment pour les lycéens des classes professionnelles. Monsieur MACRON a beau se présenter hier comme le défenseur du baccalauréat, c'est bien lui et son gouvernement qui vont le détruire dès que leur réforme sera mise en place l'année prochaine. L'angoisse ne sera plus au moment des résultats, mais tout au long des deux années de première et terminale au cours desquelles une quarantaine d'épreuves se dérouleront pour obtenir le nouveau bac. Bref, pour les opposants à la réforme, il s'agit de dépenser l'argent public afin d'améliorer le fonctionnement de l'école et pas de favoriser une minorité d'établissements sous pression et mis en concurrence les uns avec les autres. De plus, s'il y a réellement austérité, pourquoi avoir fait le choix d'acheter des tablettes ou d'organiser un service national universel très onéreux ?

Le président continue d'affirmer que la situation est « sous contrôle » et que ceux qui ont fait grève et qui ont retenu les notes pendant quelques jours étaient minoritaires. Bien sûr ! il faut être courageux et n'avoir peur de rien pour oser entamer une telle action : nous savions qu'elle serait criminalisée par le pouvoir et certains journalistes qui sont de leurs amis. Nous savions que comme d'habitude monsieur MACRON allait refuser de comprendre les raisons de notre grève pour les réduire à une question de salaire. Nous nous doutions que malgré la solidarité d'une énorme majorité de collègues tout cela serait mensongèrement effacé de la réalité par les paroles des hommes et des femmes politiques. Mais nous n'imaginions pas que des menaces comme l'envoi d'huissier ou le retrait de quinze jours de salaires allaient être utilisées par les fonctionnaires aux ordres du pouvoir pour contraindre bon nombre de collègues à arrêter leur rétention des notes après avoir consciencieusement corrigé leurs copies. Nous n'avons pas imaginé que monsieur BLANQUER prendrait une décision injuste et illégale en instaurant une « inégalité de traitement entre les candidats » (inégalité pourtant interdite par la loi L.331). De fait, la prise en compte des notes du bulletin ou de notes inventées arbitrairement pour le besoin de la cause instaure des injustices dénoncées un peu partout. Le refus de reconnaître que le mouvement a été très largement suivi a conduit certains chefs d'établissements et de présidents de jurys de bac qui ont accepté les consignes du ministre à pénaliser les élèves en travaillant en même temps dans l'illégalité et l'injustice. Certains vont devoir passer le rattrapage alors que leur note de bac leur aurait peut-être permis d'y échapper si le ministre avait pris en compte le mouvement des enseignants grévistes en acceptant de discuter plus tôt ou de décaler d'un jour les résultats. D'autres élèves seront favorisés puisqu'ils bénéficieront de la meilleure des deux notes entre celle du bac et celle qui a été portée arbitrairement sur leur relevé de notes. Monsieur MACRON a beau soutenir son ministre, il n'a pas bien agi en prenant cette décision de passer outre toutes les demandes de discussion depuis plus d'un an : le bac 2019 inaugure les prochains bacs BLANQUER/MACRON : des élèves traités sans équité puisque certains ont leurs notes de contrôle continu lorsqu'elle est meilleure que celle du bac ou inversement quand ils ont eu la chance d'avoir un prof gréviste. Certains élèves à qui il manque quelques points pour avoir le bac ou une mention revendiquent eux aussi d'être traités de la même façon.

Dans un pays où le président affirme qu'il y a des gens « qui ne sont rien », les ministres finissent par donner des ordres qui nient la réalité des faits. Nous affirmons calmement pourtant que si nous savons bien que nous ne sommes que poussière éphémère, nous sommes en même temps des personnes libres, nous n'avons pas besoin d'être mis sous contrôle. Nous refusons une politique qui prend prétexte de l'austérité pour ne favoriser qu'une minorité de Français. Le retour de l'ISF et de la justice fiscale sont des préalables essentiels pour que l'ensemble du service public, de l'hôpital public jusqu'à la justice, de la SNCF jusqu'à La Poste, permettent à l'ensemble des Français de vivre dignement et de penser librement.

Les mensonges et les fake new des ministres finiront bien par détruire ceux qui continuent de les propager. Les Français regrettent un tel déni de la réalité de leur vie quotidienne. Il est triste de constater que ceux qui nous dirigent ne connaissent rien de la société qui les entoure ni du monde dans lequel ils vivent.

Nous continuerons d'agir fièrement et librement quand bien même la réalité des classes surchargées, l'inégalité entre les lycéens et le malaise des élèves et des enseignants sont niés. Lorsqu'un président préfère offrir des tablettes aux enfants plutôt que de la nourriture intellectuelle, on se demande quelle nouvelle justification pourra remplir le cœur et l'estomac de ceux qui n'ont pas la chance de manger dans des assiettes à 600 euros.

Sylvie PUECH professeur de philosophie dans les Yvelines